



Contrat Local Initiatives Climat du Pays Sud Charente Bilan du CLIC 1 (synthèse à destination des élus)

1. La mobilisation des acteurs locaux

Réunions de concertation

- De juin à décembre 2008 pour l'élaboration de la Charte climat du plan d'actions, dans le cadre de 7 groupes thématiques : une centaine de personnes représentant 74 structures ont participé à ces réunions.
- A partir de 2009 pour la mise en œuvre du plan d'actions, dans le cadre de rencontres individuelles et de 5 groupes projets.
- Deux rencontres climat en 2008 et 2010 : environ 80 personnes à chaque fois.

Dans le cadre de l'évaluation du CLIC, l'AREC a réalisé une enquête auprès des acteurs ayant participé aux travaux du CLIC. Sur les 60 personnes sollicitées, 15 ont répondu et les résultats obtenus sont les suivants :

- Les 15 répondants ont été satisfaits de l'animation du CLIC.
- La participation au CLIC a déclenché la mise en œuvre d'actions pour 12 structures (essentiellement des actions de sensibilisation interne et de communication externe, mais également mise en place de programme d'actions).
- 75% des répondants veulent poursuivre leur implication dans le CLIC, principalement dans les domaines des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Charte climat et mobilisation des signataires

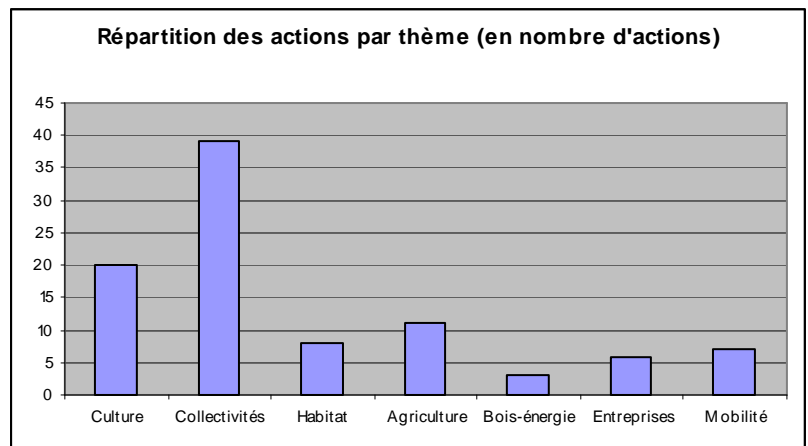
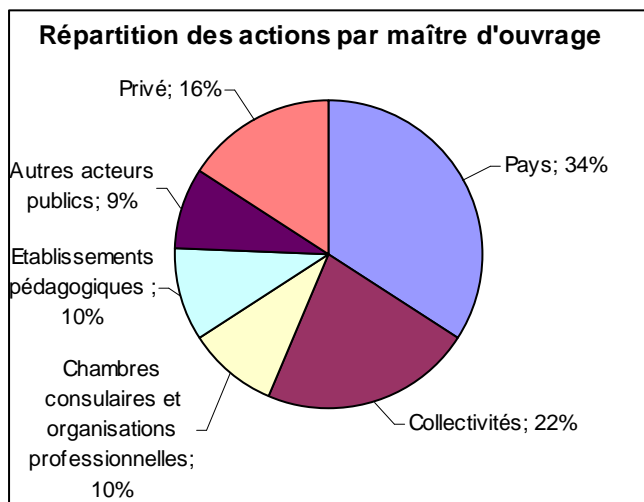
- Signature officielle de la Charte le 13 décembre 2008 → 23 signataires fondateurs = structures fédératrices (collectivités, syndicats publics, chambres consulaires, fédérations d'entreprises, associations et établissements pédagogiques)
- Rencontres individuelles avec les signataires fondateurs en 2009 pour élaborer leur contrat de progrès → 18 signataires ont élaboré leur contrat de progrès, et parmi eux 17 ont engagé la mise en œuvre concrète des actions identifiées.
- En dehors de ces signataires fondateurs, d'autres structures ont souhaité adhérer à la Charte climat : 3 entreprises et 6 communes.

2. La mise en œuvre du plan d'actions collectif

Analyse globale du plan d'actions

94 actions sont enregistrées dans le tableau de bord de suivi du plan d'actions :

- Forte majorité d'acteurs publics : 84 % des actions, dont 65% sont portés par les collectivités locales et leurs groupements (Pays, Communautés de Communes et Communes).
- Les deux thèmes les plus représentés sont les actions concernant les collectivités (actions sur le patrimoine bâti principalement) et les actions relevant de la sensibilisation et de l'information (thème « culture ») :

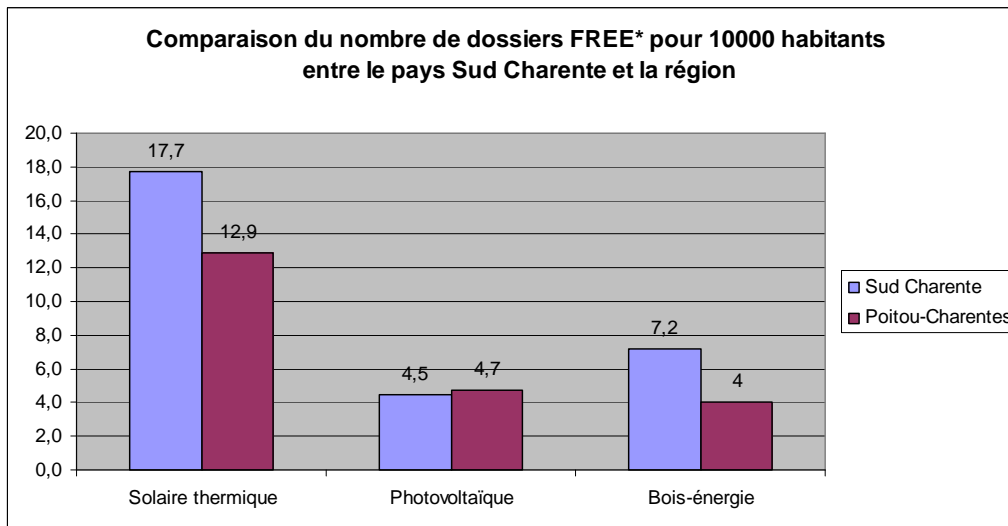


- 46% des actions sont issues d'un contrat de progrès signé par un signataire de la Charte climat.
- Etat d'avancement des actions : 29% réalisées, 65% en cours ou en création, 6% en suspens.
- Une majorité d'actions (61%) a un impact indirect sur les émissions de gaz à effet de serre : il s'agit principalement d'actions de sensibilisation, de mobilisation et de formation.

Bilan thématique

Bâtiment

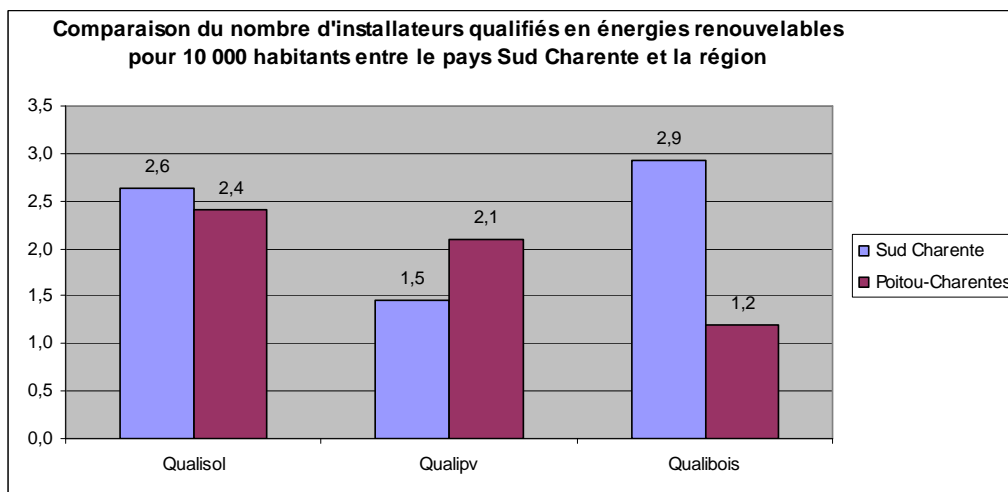
- **Bâtiments publics**
 - Diagnostics énergétiques : 55 bâtiments sur 17 collectivités en 2010, 7 bâtiments prévus en 2011 pour 4 collectivités.
 - Travaux : 8 rénovations de logements communaux, 3 constructions neuves économes en énergie, programmes de travaux à venir suite aux diagnostics.
- **Habitat privé**
 - 59 installations solaires thermiques, 15 photovoltaïques, 24 bois-énergie.
 - 14 maisons bois économes en énergie.
 - 26 rénovations de logements ayant bénéficié de l'écoprime ANAH.



*FREE = Fonds Régional d'Excellence Environnementale

- **Filière éco-construction**

- Répertoire éco-construction : 20 entreprises référencées sur le département dont 3 en Sud Charente.
- 70 artisans formés en 2009 par la CAPEB sur les thématiques liées au développement durable, dont 35 sur les formations économies d'énergie.
- Qualifications des entreprises : 9 artisans qualisol (solaire thermique), 10 qualibois (bois-énergie), 5 qualipv (photovoltaïque), 5 éco-artisans (démarche globale d'économie d'énergie).
- Identification des besoins en emplois et compétences en éco-construction (en cours).



Information et sensibilisation

Les actions suivantes ont été réalisées :

- **En direction du grand public :**
 - Visites et démonstrations en éco-construction et énergies renouvelables : 200 participants sur 5 événements.
 - Conférences-débats : 150 participants sur 5 rencontres.
 - Espace énergie-climat à la Foire exposition de Barbezieux 2009 : 2000 visiteurs sur 3 jours, 200 participants à la conférence sur le changement climatique dont une majorité d'étudiants.
 - Stand d'information et expositions : présence sur 9 manifestations.
 - Guide des gestes éco-responsables en Sud Charente, guide de l'éco-construction.
 - Site Internet (20 articles), newsletter (6 articles) et bulletins des collectivités (2 articles).

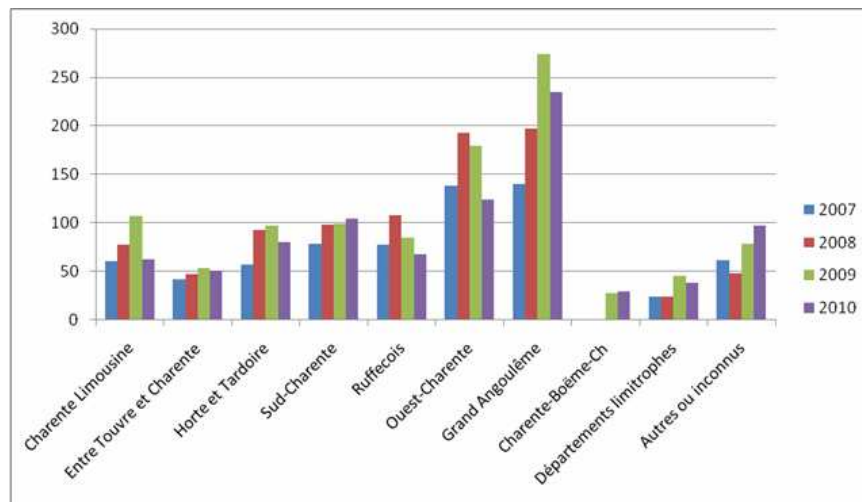
- **En direction des élus et techniciens des collectivités :**
 - 3 réunions d'informations (éclaire public / photovoltaïque et éolien / certificats d'économie d'énergie) : 80 participants.
- **En direction des entreprises :**
 - Réunions d'information sur les économies d'énergie dans le bâtiment (10 participants) et sur le photovoltaïque et les économies d'énergie (25 participants).
- **Retombées média :** 22 articles de presse, 2 passages radio.
- **Renforcement du service de l'Espace Info Energie**

Le Pays a mobilisé le CAUE et l'ADEME pour disposer d'une présence renforcée du conseiller info énergie sur le territoire, en complément de la mission d'animation du CLIC. Un nouveau conseiller est ainsi arrivé au CAUE en mai 2010, dont la moitié du temps est dédiée au Sud Charente, à la fois pour le conseil aux particuliers et l'assistance aux collectivités.

La stratégie de communication suivante a été mise en place pour faire connaître le service :

- Présentation de l'Espace Info Energie en conseil communautaire de chaque Communauté de Communes.
- Réalisation et diffusion d'une plaquette de communication.
- Mise en place d'un partenariat avec la Chambre des Notaires et le Crédit Agricole pour relayer l'information sur le service auprès de leur clientèle.
- Opération expérimentale 6 simulations thermiques d'habitation en Sud Charente : constitution d'un référentiel de programmes de rénovation énergétique.

Les efforts du Pays semblent porter peu à peu leurs fruits, puisque le Sud Charente est le seul territoire charentais à avoir connu une augmentation des contacts avec l'Espace Info Energie en 2010 :



Activités économiques

- **Artisanat et commerces**
 - Lancement de l'outil de diagnostic DiaGES : test de l'outil sur une boulangerie → Besoin d'évolution de l'outil ou d'un nouvel outil plus performant.
 - Atelier de la Création : sensibilisation des entreprises à travers l'élaboration d'un contrat de progrès (15 contrats adoptés).
 - Valorisation des projets exemplaires (2 fiches exemples).
- **Agriculture**
 - Projet de d'installation de déshydratation de la luzerne : recueil d'expériences externes, organisation d'une visite en Dordogne → Potentiel trop limité en Sud Charente pour l'instant, réflexion sur l'utilisation de la luzerne séchée en auto-consommation mais contraintes de rentabilité de la culture.

- Expérimentation de l'outil Climaterre (diagnostic des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole et forestier à l'échelle du territoire avec simulation d'actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre).
- Economies de carburant : banc d'essai tracteur (25 tracteurs testés sur 2009-2010). Un second banc d'essai a été mis en place au niveau régional fin 2010, qui permettra de développer l'action.
- Bois-énergie : mobilisation des producteurs, développement de nouveaux débouchés agricoles (séchage du maïs, des fruits à coques, distillerie).
- Autres installations en énergies renouvelables : une dizaine de projets photovoltaïques au sol sur environ 150 hectares, pas de données de suivi sur les installations en toiture (en attente des données des services de l'Etat).

Transport, aménagement et circuits courts

- Formation à la conduite économique (20 participants).
- Enquête sur les besoins en desserte TER réalisée par le Conseil de développement, participation du territoire au comité de ligne Bordeaux-Angoulême
- Réduction du transport de déchets verts : broyeurs collectifs, sensibilisation au compostage (Calitom et collectivités), création de points de regroupement de la collecte, projet de ressourcerie sur le site de Poullignac (ouverture en 2011).
- Guide urbanisme élaboré dans le cadre du réseau CLIC (diffusion en 2011).
- Recensement des producteurs en vente directe et démarrage de la promotion des produits locaux (mise en relation producteurs-consommateurs) (Chambre d'agriculture et Pays)

Structuration de la filière bois-énergie

- Coordination des projets dans le cadre de l'appel à projets régional : études de faisabilité et programme d'investissements privés pour l'organisation logistique.
- Bilan de fonctionnement des chaufferies collectives au bois.
- Coordination pour le montage d'une structure collective d'approvisionnement.

3. Evaluation du CLIC 1

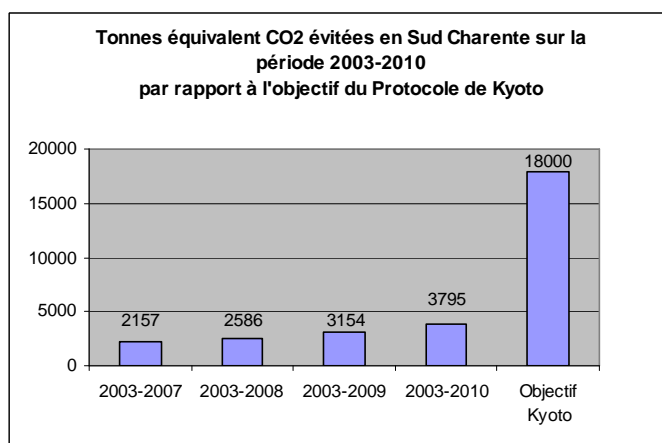
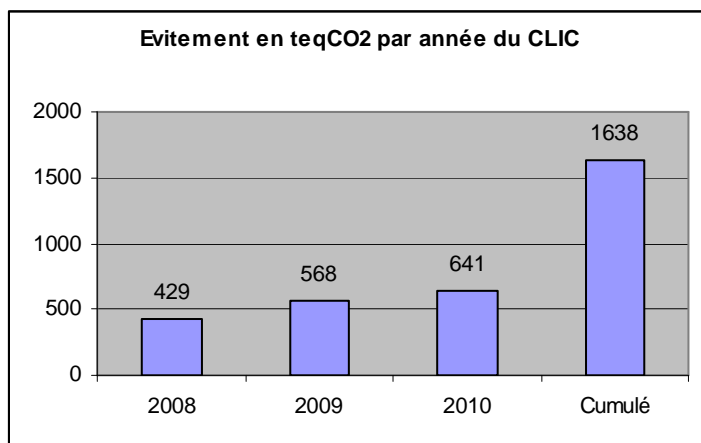
Analyse qualitative de la démarche

	Atouts - Points forts	Difficultés - Points faibles
Méthodologie	Mobilisation large : nombreux acteurs associés sur des thématiques variées. Plan d'actions défini dès la première phase.	Risque de dispersion sur un trop grand nombre de domaines. Thématiques peu ou pas traitées faute de moyens : transport, urbanisme, tourisme.
Exemplarité des collectivités	En développement, avec notamment la réalisation de diagnostics énergétiques (55 bâtiments concernés).	Mobilisation encore limitée en nombre de collectivités et en termes de thématique (essentiellement bâtiments).
Moyens et outils mobilisés	Nouveaux moyens : humains (conseiller info énergie, accompagnement de l'Ifree), méthodologiques (outil DiaGES, diagnostic Climaterre) et financiers (appel à projet bois-énergie, appel à projet patrimoine communal...) Mobilisation des dispositifs financiers du Pays : éco-conditionnalité des aides.	Moyens insuffisants au regard des efforts à déployer face à la diversité des acteurs et des domaines traités.
Communication	Démarche structurée et soutenue.	Difficultés pour toucher le public et mobiliser les relais d'information.
Accompagnement technique	Renforcement de l'Espace Info Energie en 2010.	Accompagnement inadapté sur la première partie du dispositif.

Evaluation quantitative

En terme d'évaluation quantitative de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les données suivantes ont été réunies :

- 1638 teqCO₂ évitées sur la période du CLIC (2008-2010).
- 3795 teqCO₂ ont été évitées sur la période 2003-2010, soit une réduction de 1.8% par rapport à 2003, à comparer avec l'objectif défini initialement pour respecter localement le Protocole de Kyoto (réduire de 18000 teqCO₂ soit 8% en 2010 par rapport à 2003). Ces résultats sont similaires à ceux obtenus sur les autres territoires CLIC et à l'échelle régionale.



Ces chiffres sont à prendre avec précaution, car ils ne tiennent compte que des données disponibles et ne constituent pas un recensement exhaustif des évitements de gaz à effet de serre.

En effet la quasi-totalité des données recensées concerne les efforts menés dans le domaine du bâtiment (économies d'énergie et énergies renouvelables) :

- 1604 teqCO₂ évitées sur la période du CLIC
- 3761 teqCO₂ évitées sur 2003-2010 soit une réduction des émissions de GES de 6.37% par rapport à 2003.

